

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4079

[2002/29557]

**4 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant création de la Chambre de Recours du personnel technique subsidié
des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, notamment l'article 92, § 1^{er};

Vu la consultation de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés reconnu par le Gouvernement et des groupements du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 11 juillet 2002;

Vu le protocole de négociation du Comité des services publics provinciaux et locaux - secteur II, du 18 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés est entré en vigueur le 1^{er} mars 2002;

Considérant que l'article 92, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité charge le Gouvernement d'instituer une Chambre de Recours du personnel technique subsidié des centres officiels subventionnés;

Considérant la nécessité d'instituer dans les plus brefs délais ladite Chambre de Recours afin de permettre aux dispositions statutaires contenues dans le décret du 31 janvier 2002 précité et qui impliquent l'intervention de cette Chambre de Recours de sortir leur plein effet;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions et du Ministre ayant les centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Ministère une Chambre de Recours du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, ci-après dénommée « la Chambre de Recours ».

Art. 2. La Chambre de Recours a pour mission de :

1° rendre un avis en cas de recours introduit en matière d'incompatibilité, tel que prévu à l'article 16 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

2° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique, candidat à une désignation en qualité de temporaire prioritaire, qui a fait l'objet d'un rapport défavorable sur la manière dont il s'est acquitté de sa tâche, tel que prévu à l'article 25, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité;

3° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique désigné à titre temporaire contre une décision de licenciement, tel que prévu à l'article 26, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité;

4° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique désigné en qualité de temporaire prioritaire contre une décision de licenciement, tel que prévu à l'article 26, § 2, du décret du 31 janvier 2002 précité;

5° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique, candidat à une nomination à titre définitif, qui a fait l'objet d'un rapport défavorable sur la manière dont il s'est acquitté de sa tâche, tel que prévu à l'article 32, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité;

6° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique nommé à titre définitif contre une décision de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, tel que prévu à l'article 52, § 3, du décret du 31 janvier 2002 précité;

7° rendre un avis en cas de recours introduit par un membre du personnel technique nommé à titre définitif contre une décision de sanction disciplinaire, tel que prévu à l'article 70, § 3, du décret du 31 janvier 2002 précité.

Art. 3. La Chambre de Recours est constituée comme suit :

1° six membres effectifs et douze membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

2° six membres effectifs et douze membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

3° un président et deux présidents suppléants, choisis parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite ou parmi les fonctionnaires généraux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement subventionné;

4° un secrétaire et deux secrétaires adjoints, choisis parmi les agents du Ministère.

La répartition des mandats dévolus aux organisations représentatives des membres du personnel technique est négociée par les responsables desdites organisations.

Un mandat est toutefois garanti à chaque organisation représentative.

Art. 4. Les membres de la Chambre de Recours sont désignés pour une durée de quatre ans.

Leur mandat prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

3° en cas de décès.

Tout membre quittant la Chambre de Recours est remplacé dans les trois mois qui suivent.

Le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 5. La Chambre de Recours élabore son règlement d'ordre intérieur. Elle le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 6. Il est alloué au président et aux présidents suppléants de la Chambre de Recours une indemnité de 50 euros par réunion à laquelle ils assistent, ainsi que le remboursement des frais de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Toutefois, aucune indemnité n'est due si le président ou le président suppléant est un fonctionnaire général.

Il est alloué aux membres siégeant effectivement au sein de la Chambre de Recours le remboursement des frais de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Art. 7. Les prestations accomplies par les membres du personnel au sein de la Chambre de Recours sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Art. 8. Le Ministre ayant du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DELMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4079

[2002/29557]

4 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Raad van Beroep voor het gesubsidieerd technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel vande officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra, inzonderheid op artikel 92, § 1;

Gelet op de raadpleging van het onderhandelings- en overlegorgaan van de inrichtende machten van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra erkend door de Regering en van de verenigingen van het technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra, in de zin van de wet van 19 december 1974 houdende regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de ambtenaren die van deze overheid afhangen en van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van voormelde wet;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 11 juli 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van de lokale en regionale overheidsdiensten - sector II, van 18 juli 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de gesubsidieerde technische personeelsleden van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra in werking is getreden op 1 maart 2002;

Overwegende dat artikel 92, § 1, van het voormeld decreet van 31 januari 2002 de Regering belast met de instelling van een Raad van Beroep voor het gesubsidieerd technisch personeel van de officiële gesubsidieerde centra;

Overwegende de noodzakelijkheid zo vlug mogelijk bedoelde Raad van Beroep in te stellen om aan de statutaire bepalingen vervat in het voormeld decreet van 31 januari 2002 en die de tussenkomst van deze Raad van Beroep vereisen de mogelijkheid te geven volkomen uitwerking te hebben;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het technisch personeel van de psycho-medische sociale centra behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medische sociale centra behoren;

Gelet op de beraadslaging van 4 september 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij het Ministerie een Raad van Beroep ingesteld voor het gesubsidieerd technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra, hierna « de Raad van Beroep » genoemd.

Art. 2. De Raad van Beroep heeft als opdracht :

1° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend wegens onverenigbaarheid, zoals bedoeld bij artikel 16 van het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de gesubsidieerde technische personeelsleden van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra;

2° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een lid van het technisch personeel, kandidaat voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke, over wie een ongunstig verslag werd uitgebracht wat betreft de wijze waarop hij (zij) zijn (haar) taak heeft vervuld, zoals bedoeld bij artikel 25, § 1, van voormeld decreet van 31 januari 2002;

3° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een lid van het technisch personeel, tijdelijk aangesteld, tegen een beslissing tot afdanking, zoals bedoeld bij artikel 26, § 1, van voormeld decreet van 31 januari 2002;

4° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een lid van het technisch personeel, aangesteld als prioritaire tijdelijke, tegen een beslissing tot afdanking, zoals bedoeld bij artikel 26, § 2, van voormeld decreet van 31 januari 2002;

5° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een lid van het technisch personeel, kandidaat voor een vaste benoeming, over wie een ongunstig verslag werd uitgebracht wat betreft de wijze waarop hij (zij) zijn (haar) taak heeft vervuld, zoals bedoeld bij artikel 32, § 1, van voormeld decreet van 31 januari 2002;

6° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een vast benoemd lid van het technisch personeel tegen een beslissing tot terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing in het belang van de dienst, zoals bedoeld bij artikel 52, § 3, van voormeld decreet van 31 januari 2002;

7° een advies uit te brengen in geval van beroep aangetekend door een vast benoemd lid van het technisch personeel tegen een beslissing van tuchtmaatregel, zoals bedoeld bij artikel 70, § 3, van voormeld decreet van 31 januari 2002.

Art. 3. De Raad van Beroep is als volgt samengesteld :

1° zes effectieve leden en twaalf plaatsvervangende leden die de inrichtende machten van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra vertegenwoordigen;

2° zes effectieve leden en twaalf plaatsvervangende leden die de representatieve organisaties van de leden van het technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medische sociale centra vertegenwoordigen;

3° een voorzitter en twee plaatsvervangende voorzitters, gekozen onder de magistraten in activiteit of op pensioen gesteld of onder de ambtenaren-generaal van de Algemene Directie voor de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs;

4° een secretaris en twee adjunct-secretarissen, gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

Over de verdeling van de mandaten toegewezen aan de representatieve organisaties van de leden van het technisch personeel wordt onderhandeld met de verantwoordelijken van bedoelde organisaties.

Er wordt evenwel van ambtswege minimum één mandaat aan elke representatieve organisatie toegekend.

Art. 4. De leden van de Raad van Beroep worden aangesteld voor vier jaar.

Hun mandaat loopt ten einde :

1° bij ontslagneming;

2° wanneer de organisatie die betrokken lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;

3° bij overlijden.

Ieder lid dat de Raad van Beroep verlaat, wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen.

De vervanger voleindigt het mandaat van het lid in de plaats van wie hij wordt aangesteld.

Art. 5. De Raad van Beroep stelt zijn huishoudelijk reglement op.

Hij legt het aan de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 6. Aan de voorzitter en aan de plaatsvervangende voorzitters van de Raad van Beroep wordt een vergoeding van 50 euro uitgekeerd per vergadering waaraan zij deelnemen evenals de terugbetaling van de reiskosten die overeenstemt met een vervoerbiljet per trein in eerste klasse.

Geen enkele vergoeding is evenwel verschuldigd indien de voorzitter of de plaatsvervangend voorzitter een ambtenaar-generaal is.

Aan de leden die werkelijk zetelen in de Raad van Beroep worden de reiskosten terugbetaald die overeenstemmen met een vervoerbiljet per trein in eerste klasse.

Art. 7. De prestaties geleverd door de personeelsleden in de Raad van Beroep worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het technisch personeel van de gesubsidieerde psycho-medische sociale centra behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE
De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE